

- Elections Européennes Mai 2014 – Lettre ouverte aux candidats.

Chers candidats à la représentation des citoyens européens de 2014 à 2019. Vous souhaitez être élu(e) pour défendre nos intérêts et droits fondamentaux au plus haut niveau de l'administration démocratique européenne: le Parlement Européen.

Nous représentons les milliers de citoyens regroupés en des dizaines d'associations au sein de l'Union Européenne. Malheureusement nous faisons également partie de ce grand pourcentage de citoyens européens qui ont perdu la foi dans les institutions Européennes et en nos représentants politiques. Nous sommes convaincus que la plupart sont au service d'intérêts corporatifs ou politiques, au détriment des citoyens. Bien que dans le passé nous ayons voté avec un certain espoir, nous sommes aujourd'hui désillusionnés et ne sommes pas prêts à signer des chèques en blanc. C'est pourquoi nous voulons savoir ce que vous êtes disposés à faire pour les citoyens européens en ce qui concerne un sujet très sérieux : la manipulation climatique, un état de faits exposé par nos associations au Parlement Européen l'année dernière.

Un exemple d'indifférence institutionnelle et de dédain des citoyens.

Les 8 et 9 avril 2013, des organisations de 17 pays de l'Union Européenne, ont transmis au Parlement Européen, au cours d'une conférence patronnée par la députée Mme Tatiana ZDANOKA, leurs préoccupations en ce qui concerne les épandages aériens clandestins dans les cieux européens dans le cadre de programmes illégaux de manipulation climatique/ géoingénierie. Cette conférence s'inscrivait dans la continuité de la résolution approuvée le 14 janvier 1999 par le Parlement européen sur " L'Environnement, la Sécurité et la Politique Extérieure" basé sur le rapport A4-0005/99 de la Commission des Affaires Etrangères, de la Sécurité et de la Politique de Défense.

Le dit rapport, au point T et paragraphe relatif à " **HAARP- Un Système d'armement aux effets dévastateurs sur le climat** " explicite que

Malgré les accords existants, la recherche dans le secteur militaire continue à se baser sur la manipulation environnementale comme arme, comme le manifeste l'infrastructure HAARP dont la base se trouve en Alaska. Ce programme défini comme un Système d'armes destructeur du climat en dehors de tout cadre légal, est une affaire d'envergure globale qui

suppose une grave menace contre l'environnement avec un impact incalculable pour la vie humaine”

Notre conférence s'intitulait : “ *Au-delà des théories de modification climatique – la société civile vs la géoingénierie*”. Les eurodéputés de tous les groupes politiques furent invités, mais en dépit de l'importance du sujet **aucun n'y a assisté**; ni aucun représentant des médias à la conférence de presse qui a clôturé l'évènement.

UN ESPOIR

A la suite de la conférence, une pétition a été présentée au Comité des Pétitions du Parlement Européen le 13 mai 2013 (avec le numéro de registre 0964/2013) demandant une enquête indépendante sur ces faits – *concernant les questions environnementales et la protection des consommateurs* - qui se déroulent sans que les citoyens en soient informés et sans leur assentiment, ceci dans un mépris total du principe de précaution, et qui (en conséquence) *violent les droits fondamentaux des citoyens européens tels qu'ils sont inscrits dans les Traités, comme le droit à la santé, à la sécurité et à l'intégrité, ainsi que le droit à être informés.*

Nous venons juste d'apprendre que cette pétition A ETE ADMISE (voir document joint et www.skyguards.org)

Cette décision du Parlement Européen encourage la société civile et lui donne de l'espoir. Cependant, les élections à venir soulèvent des questions qui nécessiteraient d'être clarifiées avant le 25 mai. Dans cette perspective et considérant que ce sérieux sujet relève également d'une attaque contre les souverainetés nationales et en particulier contre la souveraineté alimentaire, nous voudrions savoir si vous, les candidats 2014, êtes décidés à :

- 1) soutenir le Comité des Pétitions dans sa décision d'enquêter sur les faits dénoncés
- 2) promouvoir un débat public sur le sujet
- 3) légiférer pour bannir toute géoingénierie et manipulation du climat en Europe, ce qui implique que chaque nation doit se réapproprier la souveraineté de ses cieux nationaux
- 4) légiférer sur la soumission des projets de recherche militaire au contrôle démocratique et parlementaire ; et
- 5) demander la pleine application de la Résolution du Parlement Européen ci-dessus mentionnée sur « Environnement, Sécurité et Politique Etrangère ».

Dans l'attente d'une prompt réponse, sincèrement vôtre.